

Recherches sociographiques



Le virage souverainiste des Québécois, 1980-1990

Richard Nadeau

Volume 33, Number 1, 1992

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056659ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056659ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Nadeau, R. (1992). Le virage souverainiste des Québécois, 1980-1990. *Recherches sociographiques*, 33(1), 9–28. <https://doi.org/10.7202/056659ar>

Article abstract

French Quebecers' support for sovereignty substantially increased early in 1990. This paper examines some sociological and political aspects of this significant shift toward sovereignty. Working with old and new data, the study shows that the increase of support for sovereignty occurred several months prior to the failure of the Meech Lake Accord. This work also demonstrates that the arrival of newcomers in the sovereignist camp almost completely eliminated the socio-economic cleavages that had separated sovereignists and federalists ten years before when a referendum on Quebec's sovereignty was held. The more or less permanent or ephemeral character of Quebecers' conversion to sovereignty is finally discussed in the light of results showing potential signs of weakness in the new sovereignist coalition.

LE VIRAGE SOUVERAINISTE DES QUÉBÉCOIS, 1980-1990*

Richard NADEAU

La présente étude cherche à éclairer certains aspects sociologiques et politiques de l'augmentation de l'appui à la souveraineté du Québec au début de 1990. Exploitant des données anciennes et inédites, l'analyse vise à cerner le profil des néo-souverainistes et cherche à voir si leur conversion massive à l'option fondamentale du Parti québécois a entraîné l'élimination des clivages qui avaient départagé les partisans du OUI et du NON. Les résultats montrent que la progression de la thèse souverainiste est antérieure à l'échec formel de l'Accord du lac Meech et fait apparaître l'affaïssement presque complet des différences socio-économiques entre souverainistes et fédéralistes au début de 1990. La grande mobilité de l'opinion des Québécois en matière de préférences constitutionnelles de même que l'orientation partisane (massivement libérale) et le profil socio-économique des néo-souverainistes ressortent également de l'étude. Ces traits apparaissent comme autant de balises permettant d'apporter quelque lumière sur les fluctuations récentes de l'appui à la souveraineté au Québec.

La thèse de l'accélération de l'histoire a toujours fasciné les esprits (HALÉVY, 1961). Il est en particulier tentant de l'invoquer lorsqu'on mesure l'ampleur de la progression de l'appui à la souveraineté du Québec au cours des quelques mois qui ont précédé l'échec de l'Accord du lac Meech. Cependant, comme seul le recul du temps permettra de dégager la signification historique de cette courte mais intense période, il convient plutôt pour le moment de se pencher sur l'un ou l'autre aspect de cette augmentation considérable de l'appui à la souveraineté.

* L'auteur tient à remercier madame Lyne Deschênes pour la qualité de son travail à titre d'assistante de recherche. Cette étude a bénéficié d'un financement du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

C'est ce que nous entendons faire en analysant la dimension sociologique de cette poussée souverainiste, afin de savoir si, en s'agrandissant, le camp souverainiste s'est transformé ou s'il a plutôt continué de se développer selon les paramètres socio-économiques qui le caractérisaient en 1980. En répondant à cette question, il sera possible de voir si les différences qui avaient naguère départagé les partisans du OUI et du NON continuaient toujours à distinguer les clientèles souverainiste et fédéraliste dix ans plus tard.

Cette démarche devrait nous aider à identifier les groupes sociaux où le message souverainiste a vu sa diffusion s'accroître et les segments de l'électorat qui ont continué à s'y montrer réfractaires. Nous espérons ainsi tracer le portrait-robot le plus précis possible des néo-souverainistes au moment où l'appui à la souveraineté atteignait des proportions historiques. Il paraît juste de croire que la mise à jour des profils partisan et socio-économique des transfuges qui ont déserté le camp fédéraliste en 1990 permettra non seulement de bien radiographier la poussée souverainiste des Québécois mais aussi de baliser dans une certaine mesure les spéculations ayant entouré le repli récent de l'appui à la souveraineté.

1. Les données d'une comparaison

Nous ferons la comparaison entre partisans du OUI et du NON en 1980 et entre les clientèles souverainiste et fédéraliste une décennie plus tard à l'aide de huit variables socio-économiques renvoyant à des attributs personnels des individus (âge, niveau de scolarité, sexe et pratique religieuse) ou rendant compte de la nature de leurs activités de travail (occupation, revenu, secteur d'emploi ou appartenance syndicale). Cet éventail de variables présente le double avantage d'être le plus large possible, compte tenu de la disponibilité des données, et de recouper les principaux déterminants socio-économiques des clientèles péquiste et du OUI que les travaux des spécialistes ont permis de mettre à jour (BLAIS et NADEAU, 1984a, b; BLAIS et CRÊTE, 1986; CLARKE, 1983; HAMILTON et PINARD, 1976; PINARD et HAMILTON, 1977, 1978, 1981, 1984).

Les données portant sur l'année 1980 proviennent d'un sondage postpréférendaire effectué en avril 1981 par le Centre de sondage de l'Université de Montréal qui semble de bonne qualité. Notons simplement à ce propos que le pourcentage d'appuis au OUI dont il fait état est de 48,0%, ce qui est une estimation fort plausible. Le questionnaire est un des plus complets en variables socio-économiques (on y retrouve les huit variables dont nous disposons dans notre enquête de 1990).

Les données portant sur 1990 proviennent quant à elles d'une enquête en panel effectuée par la firme Jean Jolicœur et associés et menée sous la direction des professeurs Édouard Cloutier, Jean-H. Guay, Guy Lachapelle et Richard Nadeau. Les entrevues téléphoniques ont été réalisées à partir d'une génération aléatoire au hasard systémique de numéros de téléphone. La population visée était celle du grand Montréal francophone et l'échantillon obtenu est apparu comme étant représentatif.

De plus, une étude comparative des panélistes et des non-panélistes nous a permis de conclure que ce que les spécialistes ont appelé « l'effet panel » (YALCH, 1976; COOK et CAMPBELL, 1979; SPECTOR, 1981) a été modeste dans notre enquête et qu'il n'entache pas de façon significative la validité des diverses comparaisons effectuées.

Le tableau suivant indique les mois de référence utilisés dans le texte, les dates précises d'entrevues et le nombre d'entrevues complétées.

TABLEAU 1

L'enquête de 1990

MOIS DE L'ENQUÊTE	DATES DES ENTREVUES	NOMBRE D'ENTREVUES
Février	01/02/90 – 12/02/90	1 713
Mars	13/03/90 – 25/03/90	1 445
Avril-mai	23/04/90 – 07/05/90	1 219

Soulignons tout d'abord que notre étude comporte deux limites. Premièrement, les clivages de 1980 et de 1990 ne reposent pas sur les mêmes bases dans la mesure où les premiers se sont établis en fonction de positionnements individuels par rapport à un objet précis, la question référendaire, alors que les seconds sont la conséquence de positionnements par rapport à des objets beaucoup moins définis¹. Deuxièmement, notre échantillon de 1990 se limite au grand Montréal francophone alors que les données de 1980 portent sur l'ensemble du Québec francophone.

Ces deux objections sont sérieuses mais non incontournables. Ainsi, la question retenue pour départager les souverainistes et les fédéralistes est apparue comme étant plus susceptible de cerner les contours du bloc souverainiste que ne l'aurait été une simple question portant sur l'attitude des répondants vis-à-vis de la souveraineté-association. En effet, le pourcentage de répondants appuyant des options constitutionnelles « souverainistes » (indépendance, souveraineté-association) au détriment de l'option préconisant pour le Québec le maintien du statut de province canadienne s'est avéré systématiquement plus faible (10 à 12 % en moyenne) que le

1. Les partisans du OUI et du NON sont définis à partir des réponses obtenues à la question suivante: « Pourriez-vous me dire pour quelle option vous avez voté lors du référendum de mai 1980? » Ont été exclus de l'analyse, tous ceux qui n'ont pas exprimé de préférence en faveur de l'option OUI ou de l'option NON. Les clientèles souverainiste et fédéraliste ont été définies à partir des réponses obtenues à la question suivante: « En principe, voudriez-vous que le Québec devienne indépendant du Canada... souverain tout en conservant une association économique avec le Canada... demeure une province dans la fédération canadienne... devienne un état américain... ne sais pas... refus de répondre? » La clientèle souverainiste est formée des individus qui ont choisi les deux premières réponses et la clientèle fédéraliste de ceux qui ont choisi la troisième. Les autres répondants ont été exclus de l'analyse.

pourcentage des individus affirmant être très favorables ou plutôt favorables à la souveraineté-association. Le fait de se restreindre à la région métropolitaine en 1990 — choix guidé par le souci d'exploiter les riches données de l'enquête en panel dont nous disposons — ne semble pas présenter d'inconvénient majeur au vu des données convergentes qui permettent de croire que la poussée souverainiste au Québec s'est produite à l'unisson à Montréal et en province².

L'analyse proposée vise donc à déterminer si les souverainistes de 1990 affichaient un profil socio-économique aussi accusé que les partisans du OUI en 1980. À cette fin, une première comparaison sera établie entre les membres du camp du OUI et les souverainistes de février 1990, moment où s'est tenue la première vague de notre enquête en panel. Cette comparaison sera ensuite étendue en examinant les transformations de la composition du bloc souverainiste au cours du printemps de la même année, période durant laquelle les panélistes de notre enquête ont été réinterrogés à deux reprises. Il est plausible de supposer que le changement massif de l'opinion des Québécois sur les questions constitutionnelles au début de 1990 a remodelé la configuration des camps souverainiste et fédéraliste de la même manière que le déplacement des masses glaciaires a façonné le relief. C'est donc un camp souverainiste largement transformé, beaucoup plus diversifié quant à sa composition, que les données de notre étude devraient mettre en lumière. Cependant, la progression de l'option souverainiste chez les fédéralistes d'hier n'exclut pas l'existence de foyers de résistance: à preuve, l'insistance des ténors de la souveraineté à vouloir préserver l'espace économique canadien, ce qui autorise à penser que les individus plus soucieux des conséquences économiques de l'accession du Québec à la souveraineté ont pu constituer un carré de fidèles maintenant sa loyauté envers le régime fédéral canadien.

La transformation des blocs souverainiste et fédéraliste est le reflet de changements individuels d'opinion. Elle en rend donc compte mais en masquant la richesse et le nombre des itinéraires qu'ont empruntés nos répondants du point de vue de leurs préférences constitutionnelles. Aussi, la seconde partie de notre étude visera-t-elle à exploiter plus à fond la technique du panel en suivant à la trace les changements d'opinion. Cette démarche permettra de présenter une image plus fidèle de la mouvance de l'opinion des Québécois en matière constitutionnelle et de brosser un portrait plus précis des néo-souverainistes. Dans cette perspective, une dimension supplémentaire sera rajoutée à l'analyse: l'orientation partisane des individus. Il sera alors possible de vérifier si, comme on peut le soupçonner, les recrues souverainistes de 1990 sont massivement venues des rangs libéraux et aussi de mieux comprendre

2. Des données tirées de deux sondages de la maison CROP effectués en mars et en juin 1990 plaident en ce sens, les niveaux d'appuis à l'option «souveraineté du Québec» étant pratiquement les mêmes chez les francophones à Montréal et en province, l'écart en faveur de la métropole étant de moins d'un point de pourcentage. Par ailleurs, le fait que les déterminants de l'appui au OUI apparaissent globalement les mêmes à Montréal et en province en 1980 (données non présentées) constitue un autre facteur nous incitant à croire que les conclusions de la présente étude peuvent être prudemment étendues à l'ensemble du Québec francophone.

comment l'interaction de variables partisanes et socio-économiques a pu influencer sur la progression de l'appui à la souveraineté.

2. *Un fossé qui se comble*

Les tableaux 2 et 3 présentent les principaux résultats de l'étude. Le premier montrent l'évolution des pourcentages d'appuis à l'idée souverainiste parmi divers groupes. Les données du second ont été établies à l'aide d'une analyse de régression. Les coefficients ainsi obtenus quantifient l'augmentation (ou la diminution) de la probabilité de l'appui à la souveraineté quand on passe d'une catégorie à l'autre d'une variable indépendante, lorsque les autres variables sont gardées constantes³.

Les données du tableau 2 (première colonne) rappellent d'abord l'importance des clivages entre partisans francophones du OUI et du NON en 1980, de nettes lignes de partage entre ces deux camps étant observables tant du côté des attributs personnels (âge, scolarité et pratique religieuse) que de la nature de l'activité de travail des répondants (occupation, appartenance syndicale et secteur d'emploi). Les coefficients de régression du tableau 3 (première colonne) confirment cet état de choses tout en permettant de mieux jauger la contribution de chacune des variables. Le fait que les deux principaux déterminants du vote référendaire aient été des attributs personnels —la pratique religieuse et l'âge— explique la prééminence de ce bloc de variables : la probabilité qu'un électeur jeune, scolarisé et non pratiquant appuie le OUI ayant été de près de 40 points de pourcentage plus élevée que pour un électeur cumulant les caractéristiques inverses. Bien qu'un peu plus faible, le poids des considérations économiques a également pesé sur les choix. Ainsi, les électeurs plus mobiles professionnellement ou disposant d'une sécurité économique plus grande (parce que syndiqués ou appartenant au secteur public) ont-ils davantage rallié le camp souverainiste que leurs confrères cols bleus, non syndiqués et œuvrant dans le secteur privé, la probabilité cumulative de voter OUI ayant été d'environ 30 points de pourcentage plus élevée dans le premier groupe.

Les souverainistes et les fédéralistes ont donc affiché un profil très caractérisé en mai 1980, profil dont les contours peuvent être précisés à l'aide de six variables renvoyant à deux lignes de démarcation : les attributs personnels, dont les effets sur le comportement référendaire ont été principalement interprétés comme un fait de socialisation (BLAIS et NADEAU, 1984b) et l'activité de travail, dont l'impact a été essentiellement analysé dans l'optique d'un calcul, par les acteurs, des coûts et des bénéfices associés aux différentes options constitutionnelles (PINARD et HAMILTON, 1984).

3. Le fait que les variables dépendantes dans cette étude sont dichotomiques militait en faveur de l'emploi d'une méthode de régression de type PROBIT ou LOGIT (GOLDBERGER, 1964, ALDRICH et NELSON, 1984). Cependant, comme les résultats obtenus par la méthode PROBIT se sont avérés être dans l'ensemble très semblables à ceux obtenus par la méthode de régression dite des moindres carrés ordinaires, nous avons choisi de présenter ceux-ci par souci de simplicité.

TABLEAU 2

Pourcentage d'appui à la souveraineté selon diverses variables socio-économiques, 1980-1990

VARIABLES	CATÉGORIES	LES ENQUÊTES			
		1980	1990: 1	1990: 2	1990: 3
Âge: Effet de vieillissement	18-40 ans + 40 ans	56,5	66,5	75,0	78,0
		35,5	58,5	67,5	73,5
		+ 21,0**	+ 8,0*	+ 7,5*	+ 4,5*
Âge: Effet de génération	18-40 (1980)	56,5	67,0	76,0	78,5
	18-50 (1990)	35,5	49,5	56,0	66,0
	+ 40 (1980)				
	+ 50 (1990)	+ 21,0**	+ 17,5**	+ 20,0**	+ 12,5**
Scolarité	12 ans et + 0-11 ans	57,5	67,5	76,0	78,5
		38,5	53,5	62,0	70,0
		+ 19,0**	+ 14,0**	+ 14,0**	+ 8,5**
Sexe	Hommes Femmes	50,0	69,0	77,5	79,0
		46,5	58,5	67,5	73,0
		+ 3,5	+ 10,5**	+ 10,0**	+ 6,0*
Pratique religieuse	Non pratiquants Pratiquants	58,0	72,0	79,0	79,5
		36,5	53,5	64,0	72,0
		+ 21,5**	+ 18,5**	+ 15,0**	+ 7,5**
Occupation	Professionnels Autres	70,5	72,5	80,5	82,0
		50,0	60,5	70,5	77,0
		+ 20,5**	+ 12,0*	+ 10,5**	+ 5,0
Revenu	+ 30 000 (1980)	52,0	68,0	80,5	79,5
	+ 50 000 (1990)	48,0	63,0	72,5	77,5
	- 30 000 (1980)				78,5
	- 50 000 (1990)	+ 4,0	+ 5,0	+ 8,5*	+ 0,5
Appartenance syndicale	Oui Non	58,5	69,0	77,0	83,5
		43,5	64,0	74,0	75,0
		+ 15,0**	+ 5,0	+ 3,0	+ 8,5*
Secteur d'emploi	Public Privé	63,0	72,0	80,0	85,0
		47,5	63,5	73,5	76,0
		+ 15,5**	+ 8,5*	+ 6,5	+ 9,0*
Souverainistes	48,0	63,5	71,5	75,5	

Les astérisques signalent le caractère statistiquement significatif de certaines différences de pourcentages (test de χ^2): ** $p < 0,01$; * $p < 0,05$.

TABLEAU 3

*Caractéristiques socio-économiques des fédéralistes et des souverainistes :
analyse de régression, 1980-1990*

VARIABLES ^a	1980	1990: 1	1990: 2	1990: 3
3.1 Âge: effet de vieillissement				
Âge	0,14***	0,02	0,02	0,01
Scolarité	0,09**	0,08*	0,07*	0,04
Sexe	-0,01	0,04	0,04	0,01
Pratique religieuse	0,16***	0,14***	0,10***	0,03
Occupation	0,11**	0,05	0,04	0,01
Revenu	-0,02	0,02	0,04	0,01
Appartenance syndicale	0,12***	0,04	0,02	0,07**
Secteur d'emploi	0,06*	0,04	0,06	0,06*
3.2 Âge: effet de génération				
Âge	0,14***	0,11**	0,14***	0,07
Scolarité	0,09**	0,07*	0,06	0,03
Sexe	-0,01	0,04	0,04	0,01
Pratique religieuse	0,16***	0,13***	0,09***	0,02
Occupation	0,11**	0,05	0,04	0,01
Revenu	-0,02	0,01	0,04	0,01
Appartenance syndicale	0,12***	0,04	0,01	0,07**
Secteur d'emploi	0,06*	0,04	0,06	0,06*
N	724	572	572	572

^a La valeur 1 a été attribuée à la première catégorie des variables présentées au tableau 2 et la valeur 0 à la seconde.

Les astérisques signalent le caractère statistiquement significatif de certains coefficients (test unilatéral de Student): *** $p < 0,01$; ** $p < 0,05$; * $p < 0,10$.

En quoi le virage souverainiste du début de 1990 a-t-il modifié cet état de choses? Des réponses sont fournies par les tableaux 2 et 3 (colonnes 2, 3 et 4). Apportons d'abord une précision. On aura noté que deux versions de la variable âge ont fait l'objet d'un traitement statistique. La première présente l'avantage de faciliter la comparaison entre 1980 et 1990 en maintenant la distinction entre électeurs de moins et de plus de 40 ans. Cette version suppose implicitement que l'effet de l'âge sur les choix constitutionnels relève d'un phénomène d'expérience, de vieillissement (CONVERSE, 1976; ABRAMSON, 1979; JENNINGS et MARKUS, 1985; NIEMI *et al.*, 1985)⁴.

4. André Laurendeau a jadis utilisé une formule saisissante pour décrire ce processus en signalant que s'il était normal d'être séparatiste à 25 ans, que la chose était déjà beaucoup plus inquiétante si l'on persistait dans ce choix au milieu de la trentaine (DION, 1978).

La seconde renvoie à la thématique de la socialisation politique (JENNINGS et NIEMI, 1981) dont l'argumentation est claire: si la ligne de démarcation de la 40^e année observée en 1980 découlait de ce que la cohorte des jeunes électeurs de l'époque avait été socialisée à la politique dans des circonstances susceptibles d'enraciner leur attachement au Québec et au projet souverainiste, il s'ensuivrait que le clivage entre fédéralistes et souverainistes devrait s'établir dix ans plus tard, non plus à 40 mais à 50 ans.

Les chiffres portant sur la version «vieillesse» de la variable âge sont présentés au tableau 2 (première rangée) et au tableau 3 (première partie). Ceux relatifs à «l'effet de génération» sont exposés à la deuxième rangée du tableau 2 et dans la seconde partie du tableau 3. Ils confirment clairement le bien-fondé de la deuxième version. En effet, le contraste est frappant entre la disparition virtuelle du clivage séparant les moins et les plus de 40 ans et la persistance d'une démarcation nette fondée sur l'âge et s'établissant à 50 ans. Ce fait, qui signale l'adhésion massive de la cohorte des électeurs âgés de 40 à 50 ans à la souveraineté —l'appui à cette option atteignait 67 % lors de la première vague de notre panel alors que le OUI ne récoltait le suffrage que de 38 % des membres de la même cohorte en 1980— et qui montre la persistance des conditionnements qui ont marqué ce groupe d'électeurs au moment de leur socialisation à la vie politique, nous a amené à privilégier les résultats obtenus grâce à cette définition de la variable âge, «effet de génération» pour le reste de notre analyse.

Ces résultats sont très clairs: le camp souverainiste, en s'élargissant, est parvenu à attirer des groupes d'électeurs hostiles jusque-là à l'idée de la rupture du lien fédéral canadien. L'arrivée de ces ralliés a provoqué un affaiblissement presque complet des lignes de partage entre clientèles constitutionnelles. Les traces qu'a laissées ce ralliement sur la composition de ces clientèles peuvent être étudiées en épousant la chronologie de notre enquête en panel et en relevant les faits saillants relatifs à chacune des vagues:

a) *Première vague: début février 1990*

Dès février, l'appui à la souveraineté avait enregistré un bond de quinze points par rapport au pourcentage de voix recueillies par le OUI dix ans plus tôt (PINARD et HAMILTON, 1984). Les adhésions nouvelles sont particulièrement importantes dans la cohorte des électeurs âgés de 40 à 50 ans et chez les travailleurs non professionnels, non syndiqués et œuvrant dans le secteur privé. La venue de ces ralliés dans le camp souverainiste a repoussé à 50 ans, comme nous l'avons déjà vu, la ligne de démarcation selon l'âge entre ceux-ci et les fédéralistes et a provoqué entre les deux clientèles un affaiblissement très notable des différences fondées sur la nature de l'activité de travail (tableaux 2 et 3, 2^e colonne).

b) *Deuxième vague : fin mars 1990*

À la fin de mars, l'appui à la souveraineté atteint 71,5 %, une progression de 8 points de pourcentage. Mais alors que le gain d'appuis entre 1980 et 1990 se caractérisait par des crues d'adhésions nouvelles notablement différentes parmi les divers groupes de notre étude, la pénétration du message souverainiste semble se produire cette fois-ci à l'unisson. L'uniformité de cette progression, et la persistance des clivages qui l'accompagne forcément apparaissent en effet clairement à la lecture des tableaux 2 et 3 (3^e colonne).

c) *Troisième vague : avril - mai 1990*

La dernière progression de l'appui à la souveraineté enregistrée par notre enquête, si elle est la moins spectaculaire (4 points de pourcentage), n'en apparaît pas moins extrêmement significative quant à son effet sur le profil des clientèles des options constitutionnelles au Québec. Significative parce que cette progression résulte pour une large part d'individus provenant de groupes jusque-là opposés à la souveraineté : les électeurs âgés de plus de 50 ans, moins scolarisés et s'adonnant à une pratique religieuse régulière. C'est l'arrivée de ces tard-venus dans le camp souverainiste qui a finalement entraîné l'amenuisement des clivages entre les partisans des deux grandes options constitutionnelles au point de suggérer l'image d'une clientèle souverainiste largement indifférenciée en termes socio-économiques (tableaux 2 et 3, 4^e colonne). Une note discordante apparaît cependant : la plus grande réticence des travailleurs non syndiqués et œuvrant dans le secteur privé envers la souveraineté contraste avec l'effacement des clivages fondés sur les attributs individuels des répondants.

La progression de l'appui à la souveraineté au début de 1990, et en particulier l'augmentation de cet appui chez les divers groupes sociaux, suggèrent un certain nombre d'observations. Premièrement, on doit noter que le virage souverainiste des Québécois au cours de cette période s'est produit plusieurs semaines, sinon plusieurs mois avant la date du 23 juin. L'ampleur et la profondeur du virage observé au début de 1990 ne laissent guère planer de doutes à ce sujet. Ce fait vient nuancer la thèse journalistique selon laquelle la poussée souverainiste récente au Québec se serait produite à la suite de l'échec formel du 23 juin. Cette précision chronologique soulève à son tour d'autres questions. En effet, on peut se demander pourquoi les Québécois ont lancé la serviette si tôt, adoptant déjà massivement la thèse souverainiste près de 150 jours avant la rebuffade du Canada anglais.

Une deuxième constatation renvoie aux caractéristiques du ralliement des Québécois à la souveraineté. Il est intéressant d'observer à ce chapitre que les trois vagues de notre enquête en panel fournissent chacune une image différente de ce ralliement. Ainsi, lors de la seconde vague, assiste-t-on à une progression pratiquement uniforme de la thèse souverainiste parmi les groupes sociaux. Ce type de progression, dont

l'aspect unanimiste rejoint sans doute la conception la plus répandue des changements de l'opinion publique, contraste fortement avec la nature de la poussée souverainiste de la troisième vague qui apparaît comme ayant été massivement le fait de membres des groupes jusque-là les plus réticents à l'option véhiculée par le Parti québécois. Entre ces deux extrêmes, l'examen de l'évolution du profil des clientèles souverainiste et fédéraliste entre 1980 et 1990 offre un moyen terme, l'augmentation importante de l'appui à la souveraineté se caractérisant par des pointes, des saillies chez certains groupes d'électeurs.

L'amenuisement et l'élimination virtuelle dans certains cas, des clivages qui avaient naguère départagé les camps du OUI et du NON suggèrent finalement un portrait robot des néo-souverainistes de 1990. La ferveur souverainiste des électeurs âgés de 30 à 40 ans en 1980 s'étant largement maintenue dix ans plus tard, la ligne de démarcation entre partisans des différentes options s'est établie à 50 ans. Nos données montrent un certain affaiblissement de cette définition pourtant restrictive du clivage fondé sur l'âge. La variable sexe ne semble pas avoir eu d'effet très significatif tant en 1980 qu'en 1990. Nos chiffres suggèrent néanmoins que le modeste fossé entre hommes et femmes s'est amenuisé en bout de piste. De même, on doit noter la relative réticence des électeurs peu scolarisés et pratiquants à embrasser la cause souverainiste. On peut croire que cette réticence a été vaincue au moment où les négociations entourant l'Accord du lac Meech s'acheminaient vers un échec. La percée souverainiste a également touché dans une certaine mesure les non-professionnels et les non-syndiqués. Cependant, la résistance déjà notée des clivages économiques semble encore plus significative à ce chapitre parce qu'elle marque une borne, une limite au processus de diversification de la clientèle souverainiste.

Ce portrait du néo-souverainiste de 1990 (électeur âgé, peu scolarisé, pratiquant et disposant d'une moins grande sécurité économique que l'électeur type du OUI en 1980) a été brossé en étudiant les traces qu'ont laissées les mouvements collectifs de l'opinion québécoise sur les clientèles constitutionnelles. En examinant maintenant à la trace les changements individuels d'opinion sur ces options, nous serons davantage en mesure de préciser les traits de ce néo-souverainiste.

3. Les contradictions du néo-souverainiste

De la même façon que la forêt cache les arbres qui la composent, les mouvements globaux de l'opinion masquent le plus souvent l'ampleur et la variété des déplacements individuels d'opinion dont ils sont la résultante. Ce décalage, connu des spécialistes qui ont étudié les fluctuations de court terme de l'opinion publique (TEDIN, 1986; WANAT, 1982; INGLEHART, 1985), est également apparu dans notre étude ainsi que l'attestent les données du tableau 4: alors que l'examen du mouvement global de l'opinion permet de constater un déplacement de 12 points de pourcentage vers la souveraineté, la désagrégation à l'échelle individuelle de ce changement met à jour une mobilité de l'opinion des Québécois encore plus éton-

TABLEAU 4

Trajectoires des opinions individuelles sur les options constitutionnelles

TRAJECTOIRES*	N	%
S.S.S.	564	58,1
S.S.F.	17	1,8
S.F.F.	17	1,8
S.F.S.	17	1,8
F.S.F.	25	2,6
F.S.S.	93	9,6
F.F.S.	64	6,6
F.F.F.	173	17,8
	970	100,1**

* S. = Souveraineté

F. = Fédéralisme

** La somme des pourcentages n'est pas égale à 100% en raison de l'arrondissement.

nante, près du quart d'entre eux ayant changé de camp en moins de 100 jours. Le tableau 4 montre également la variété des trajectoires possibles des changements individuels d'opinion et signalent les effectifs associés à chacun de ces itinéraires. Cette information donne une image plus complète de l'élargissement du camp souverainiste que ne le permettraient des données agrégées en mettant en relief le fait que la progression observée de l'appui à la souveraineté a été la résultante de cheminements individuels vers cette option proportionnellement trois fois plus nombreuses que vers le fédéralisme (18 et 6% respectivement).

L'étude des caractéristiques des individus qui ont emprunté certaines de ces trajectoires est précieuse car elle permet d'établir avec plus de précision que nous l'avons fait jusqu'ici le profil des néo-souverainistes. Considérons ainsi les deux trajectoires suivantes vers la souveraineté: fédéraliste, souverainiste, souverainiste (F.S.S.) et fédéraliste, fédéraliste, souverainiste (F.F.S.), la première étant le fait des ralliés de la deuxième vague de notre enquête en panel et la seconde correspondant aux néo-souverainistes de la onzième heure. Ces deux groupes forment un effectif nombreux, 16% de notre échantillon, ce qui rend possible leur examen distinct. On notera par ailleurs que le petit groupe qui a emprunté la trajectoire S.F.S. n'a pas été considéré comme étant formé de néo-souverainistes puisque ses membres avaient déjà opté pour la souveraineté au moment de la première phase de notre enquête. Le néo-souverainiste est donc défini comme un fédéraliste dont nous avons pu observer la conversion à la souveraineté en cours d'enquête, conversion qui n'a pas été immédiatement reniée dans la majorité des cas, car plus de 70% des ralliés de la deuxième vague sont restés fidèles à leur nouvelle option constitutionnelle à la

troisième (F.S.S.). Des convertis de la dernière vague (F.F.S.), nous n'avons évidemment pas pu vérifier la persévérance.

Nous trouvons au tableau 5 une comparaison entre des caractéristiques des néo-souverainistes de la 2^e et de la 3^e vague avec celles des membres de l'ensemble de notre échantillon. Une dimension nouvelle a été ajoutée afin d'étoffer le portrait du néo-souverainiste, l'intention de vote lors des élections provinciales. Cet ajout s'avère important puisque l'allégeance libérale constitue le seul trait distinctif des ralliés de la deuxième vague. En cela les données des colonnes 1 et 3 confirment nos observations précédentes sur le caractère très peu socialement différencié du gain d'appuis à la souveraineté survenu entre la première et la deuxième vague de notre enquête. Le recrutement souverainiste s'est produit essentiellement dans le camp libéral, à ce moment-là, et il continuera massivement de s'y faire à la vague suivante (tableau 5, 2^e colonne), avec ceci de particulier que si les premiers néo-souverainistes libéraux (F.S.S.) sont venus à peu près également de tous les groupes sociaux, les tard-venus eux (F.F.S.), ayant à vaincre la double résistance d'une allégeance non-péquistique et de caractéristiques socio-économiques les inclinant peu au changement politique, provenaient massivement de groupes jusque-là très réfractaires à l'idée de souveraineté.

Le tableau 6 confirme ce pattern d'un ralliement en deux paliers à la souveraineté: ralliement politique d'abord qui est le fait de libéraux provenant de tous les horizons sociaux (1^{re} colonne); ralliement brisant des réticences politiques et sociales

TABLEAU 5

*Caractéristiques socio-économiques des
néo-souverainistes selon la vague*

VARIABLES	CATÉGORIES	NÉO-SOUVERAINISTES		
		2 ^e vague	3 ^e vague	Ensemble des répondants
Âge	+ 50 ans	15,0	39,0**	19,5
Scolarité	0-11 ans	27,0	55,0**	29,5
Sexe	Femmes	51,5	75,0**	53,0
Pratique religieuse	Pratiquants	50,5	79,0**	45,5
Occupation	Autres	73,0	80,0	65,5
Revenu	- 50 000\$	70,5	84,0*	71,0
Appartenance syndicale	Non	63,5	51,0	59,5
Secteur d'emploi	Privé	71,5	65,5	66,5
Intention de vote	P.L.Q.	62,0**	73,0**	36,0

Les astérisques renvoient au niveau de signification statistique de tests de différences de pourcentages entre la première et la troisième colonne et entre la deuxième et la troisième colonne: ** p < 0,01; * p < 0,05.

ensuite qui est le fait de la frange des électeurs libéraux habituellement la plus hostile au projet souverainiste (2^e colonne). Cette conversion d'électeurs âgés, peu scolarisés, de sexe féminin et pratiquants confirme nos observations précédentes sur l'amenuisement des clivages entre les clientèles souverainiste et fédéraliste survenus au moment de la troisième vague de notre enquête.

TABLEAU 6

*Les caractéristiques socio-économiques des néo-souverainistes :
analyse de régression^a*

VARIABLES	Néo-SOUVERAINISTES	
	2 ^e vague	3 ^e vague
Âge	-0,05	-0,07***
Scolarité	-0,04	-0,08***
Sexe	0,00	-0,06***
Pratique religieuse	0,00	-0,05***
Occupation	-0,04	-0,01
Revenu	-0,01	-0,01
Appartenance syndicale	-0,01	-0,01
Secteur d'emploi	0,01	0,01
Intention de vote (P.L.Q.)	0,14***	0,06***
N	462	462

^a La valeur 1 renvoie à la première catégorie des variables présentées au tableau 2. Dans le cas de la variable intention de vote, la valeur 1 renvoie à la catégorie P.L.Q.

Les astérisques signalent le caractère statistiquement significatif de certains coefficients (test unilatéral de Student): *** $p < 0,01$; ** $p < 0,05$; * $p < 0,10$.

L'allégeance massivement libérale des néo-souverainistes tout au long de la période reste par ailleurs le trait dominant de ces nouveaux ralliés et il suffit pour s'en convaincre de mesurer, à l'examen des données du tableau 7 qui mettent en parallèle à dix ans d'intervalle la composition partisane des clientèles constitutionnelles au Québec, ce que présentait d'inédit cet afflux considérable de non-péquistes dans le camp souverainiste⁵.

5. La question portant sur l'intention de vote n'a malheureusement été posée qu'à la première vague de notre enquête de sorte que nous ne pouvons déterminer si en changeant d'option constitutionnelle préférée les néo-souverainistes libéraux ont maintenu leur allégeance à ce parti. Cependant, il existe un très grand nombre de données de sondages portant sur cette période qui montrent que la progression de l'appui à la souveraineté ne s'est pas traduite par une augmentation significative de l'appui électoral au Parti québécois. L'hypothèse voulant que la plupart des libéraux néo-souverainistes de notre enquête soient restés fidèles au P.L.Q. semble donc tout à fait plausible.

TABLEAU 7

Évolution de l'appui à la souveraineté du Québec en fonction des intentions de vote, 1980-1990

INTENTION DE VOTE	POURCENTAGE D'APPUI			
	1980	1990: 1	1990: 2	1990: 3
Parti québécois	78	89	93	94
Autres partis	11	38	53	61

Le gonflement, et par la suite le tassement notable de l'appui à la souveraineté, ont suscité de multiples spéculations sur la réelle ardeur souverainiste des Québécois. Il n'est donc pas inutile au terme de notre analyse de voir si certaines des données à notre disposition permettent de baliser quelque peu le champ de ces spéculations. Un résultat intéressant dans cette perspective semble venir de l'étude du petit groupe de ceux qui, contrairement à la plupart des mouvants sur la question constitutionnelle, ont choisi de rallier le camp fédéraliste (groupes S.S.F. et S.F.F. du tableau 4). Les effectifs étant peu nombreux, une certaine prudence s'impose. Il est quand même intéressant de noter à la lecture du tableau 8 que ces « fédéralistes repentis » viennent du P.L.Q., — on pouvait le prévoir — et, fait plus significatif, qu'ils sont non syndiqués. La conjonction de l'allégeance libérale et de l'insécurité économique n'est sans doute pas le fruit du hasard chez cette poignée de précurseurs. Les données du même tableau portant sur les indécis, c'est-à-dire les électeurs n'ayant jamais maintenu la même opinion durant au moins deux vagues (trajectoires F.S.F. et S.F.S.) confirment d'ailleurs ce profil partisan et socio-économique du mouvant en matière constitutionnelle puisqu'on le retrouve dans ce cas toujours chez les libéraux mais cette fois-ci du côté du secteur privé. Cette conjonction de facteurs — partisans et socio-économiques — constitue autant d'indices de la vulnérabilité de l'appui à la souveraineté.

Ces derniers résultats vont dans le même sens qu'une étude de BLAIS et NADEAU (1992) qui a mis en relief le poids des considérations économiques dans les choix constitutionnels des Québécois francophones. Nettement plus enclins à s'identifier au Québec qu'au Canada, plutôt sceptiques sur la possibilité d'une entente constitutionnelle entre le Québec et le Canada anglais, les Québécois francophones restent cependant généralement pessimistes en regard des conséquences économiques de l'accession du Québec à la souveraineté⁶. On conçoit donc l'effet qu'a pu avoir l'enlisement du débat à propos de Meech au Canada anglais sur les préférences

6. Une donnée de l'étude de BLAIS et NADEAU (1982) révèle que plus de 46% des Québécois francophones estiment que l'accession du Québec à la souveraineté entraînerait une baisse de leur niveau de vie (seulement 14% croient au contraire qu'elle provoquerait une amélioration alors que 40% pensent qu'elle ne produirait que peu d'effets).

TABLEAU 8

*Caractéristiques socio-économiques des fédéralistes repentis
et des indécis: analyse de régression*

VARIABLES	FÉDÉRALISTES REPENTIS	INDÉCIS
Âge.....	0,02	0,00
Scolarité.....	-0,03	-0,02
Sexe.....	0,01	0,00
Pratique religieuse.....	-0,02	0,01
Occupation.....	0,01	-0,00
Revenu.....	0,02	-0,02
Appartenance syndicale.....	0,05**	0,01
Secteur d'emploi.....	0,02	0,04*
Intention de vote (P.L.Q.).....	0,07***	0,05***
N.....	462	462

Les astérisques signalent le caractère statistiquement significatif de certains coefficients (test unilatéral de Student): *** $p < 0,01$; ** $p < 0,05$; * $p < 0,10$.

constitutionnelles des Québécois: en renforçant l'identification au Québec, en auto-risant le pessimisme quant au succès actuel et à venir d'un dialogue avec le Canada anglais, la démarche constitutionnelle qui a débuté en juin 1987 a contribué à la consolidation et à l'expansion du camp souverainiste⁷, qui a alors atteint des proportions historiques. Les événements récents ont cependant montré la vulnérabilité des avant-ponts de ce camp souverainiste élargi.

4. Cinq observations principales

Nous avons voulu dans ce texte éclairer certains aspects du virage souverainiste dans lequel les Québécois francophones ont paru vouloir s'engager au début de 1990. À cette fin, nous avons tenté de tracer le profil des néo-souverainistes tout en essayant de voir si leur conversion massive à l'option fondamentale du Parti québécois avait entraîné l'élimination des clivages qui avaient naguère départagé les partisans du OUI et du NON. Cinq conclusions se dégagent de l'examen de ces deux questions complémentaires.

1. La thèse voulant que la poussée souverainiste de 1990 se soit produite à la suite de l'échec formel du 23 juin ne résiste pas à l'analyse. En fait, nos données indiquent

7. On notera au demeurant qu'une conjoncture économique plutôt favorable entre 1985 et 1990 et la décision de la Cour suprême du Canada en matière d'affichage commercial au Québec ont pu constituer des circonstances favorables à la remontée de la ferveur souverainiste au Québec.

plutôt, et elles sont en cela convergentes avec celles de la vaste majorité des sondages publiés au cours de la période (CLOUTIER *et al.*, 1992), qu'un glissement très net en faveur de la souveraineté était clairement perceptible près de 150 jours avant l'ultime ronde de négociations constitutionnelles des premiers ministres canadiens. Qui plus est, nos observations indiquent aussi que l'appui à la souveraineté a continué à augmenter au début du printemps de la même année au moment où la ratification de l'Accord du lac Meech semblait compromise mais sans doute pas tout à fait improbable. Cet état de choses autorise deux interprétations : on peut d'abord supposer que les Québécois ont correctement soupesé l'opposition à cet accord constitutionnel, prévu le déroulement des événements et réagi par anticipation ; l'autre interprétation possible lierait la réaction des Québécois moins à l'échec formel ou anticipé de l'Accord mais plutôt à la virulence des réactions qu'il a suscitées (épisode du drapeau, etc.). L'état des travaux sur la montée souverainiste récente au Québec ne permet pas pour l'instant de privilégier l'une ou l'autre de ces interprétations. On gardera cependant à l'esprit qu'elles ne sont pas nécessairement exclusives, les Québécois ayant pu à la fois réagir à l'échec anticipé de Meech et aux attitudes et comportements qui se sont manifestés ailleurs au Canada.

2. L'arrivée massive de nouvelles recrues dans le camp souverainiste en 1990 a entraîné un affaïssement presque complet des clivages socio-économiques entre souverainistes et fédéralistes, ce qui créa une situation nouvelle en net contraste avec la profondeur des lignes de démarcation qui avaient jadis séparé les partisans du OUI et du NON. Deux chiffres résument cette évolution : alors qu'en 1980 le cumul des six caractéristiques menant au choix du OUI — être jeune, scolarisé, non pratiquant, professionnel, syndiqué et fonctionnaire — augmentait la probabilité d'être souverainiste de l'ordre de 68 points de pourcentage, l'effet du même cumul n'était plus que de 19 points dix ans plus tard (25 si l'on établit le clivage de l'âge à 40 ans en 1980 et à 50 ans en 1990). Ce vigoureux processus de diversification de la clientèle souverainiste a toutefois rencontré une limite fort significative devant la relative réticence des non syndiqués et des travailleurs du secteur privé à désertir le camp fédéraliste.
3. La progression de l'appui à la souveraineté a connu des pulsations d'ampleur et de formes diverses. Ainsi, les progrès souverainistes ont d'abord été importants et relativement homogènes parmi les groupes sociaux. Les percées ont ensuite été moins spectaculaires mais plus significatives dans la mesure où elles ont entraîné le ralliement à la souveraineté de segments de l'électorat jusque-là extrêmement réfractaires à ce projet constitutionnel. Il va sans dire que ces variations ont conditionné le rythme du processus de diversification de la clientèle souverainiste.
4. L'analyse des données désagrégées sur l'évolution des préférences constitutionnelles des Québécois a mis en lumière la grande volatilité des opinions individuelles en cette matière, près du quart des répondants ayant changé de camp durant les 100 jours de notre enquête. Un vent dominant a toutefois orienté les

multiples trajectoires des opinions individuelles qui ont dans trois cas sur quatre abouti au choix de la souveraineté en fin de parcours.

5. La technique du panel a permis de tracer un portrait plus fidèle et plus complet de la dynamique de l'opinion publique québécoise au moment du virage souverainiste que ne l'avaient permis des données agrégées. Trois types de mouvants à l'égard des questions constitutionnelles ont été identifiés — les néo-souverainistes, les fédéralistes repentis et les indécis — et leurs caractéristiques étudiées. On a ainsi pu déterminer que la fluidité de l'opinion publique québécoise au début de 1990 a été largement le fait d'électeurs appartenant au P.L.Q. Ce sont les électeurs de ce parti qui ont formé les bataillons les plus importants de néo-souverainistes. Ce sont également ces mêmes électeurs qui sont retournés dans le camp fédéraliste après avoir flirté un temps avec l'option souverainiste. Ce sont eux aussi qui ont affiché la plus grande indécision au cours de la période à l'étude. Les dimensions sociologique et partisane se sont par ailleurs conjuguées de manière significative du point de vue de l'explication des comportements individuels. Ainsi, les derniers libéraux à avoir rallié le camp souverainiste sont ceux qui avaient à vaincre la double réticence de leur allégeance non-péquistes et de leurs caractéristiques socio-économiques — âge, scolarité, pratique religieuse — inclinant peu à la hardiesse dans les choix politiques. De même, les premiers libéraux à quitter le camp souverainiste sont ceux qui semblent le plus craindre les conséquences économiques de l'accession du Québec à l'indépendance : les non-syndiqués et les travailleurs du secteur privé.

*
* *

Ces dernières observations nous conduisent vers la question cruciale de la permanence ou du caractère éphémère du virage souverainiste des Québécois francophones. Un an après cette poussée, quelques sondages accréditaient la thèse d'un reflux certain de la ferveur nationaliste au Québec ramenant le niveau d'appui à la souveraineté-association entre 50 et 60 % de l'électorat francophone (CROP, mai 1991 ; Angus Reid, mai 1991 ; Canadian Facts, avril 1991). D'autres coups de sonde enregistraient également ce glissement : 4 sondages de la firme Multi Réso menés au cours des mois de novembre 1990 et de janvier, mars et mai 1991 avaient révélé une pointe d'appuis à la souveraineté-association de plus de 70 % en janvier et mars et un recul à 65 % en mai ; celui du *Devoir*, le 8 juin 1991, tout en continuant de faire état d'une adhésion massive des francophones à la souveraineté. Au-delà de leurs divergences, la plupart de ces enquêtes mettaient en lumière une certaine ambivalence des Québécois, observable par le caractère friable de l'appui souverainiste selon les formulations des questions sur les options constitutionnelles et par leur égal engouement envers la souveraineté et le fédéralisme renouvelé. Finalement, ces

mêmes sondages permettaient d'observer, parallèlement au recul de l'appui souverainiste, un certain renforcement des clivages socio-économiques entre clientèles souverainiste et fédéraliste de même qu'un retour important des électeurs libéraux à l'orthodoxie fédéraliste, ces deux derniers faits étant d'ailleurs en partie prévisibles à la lumière de certaines données de la présente étude. Ces tendances allaient devoir se préciser au cours de l'année suivante alors que l'on assistait à un tassement notable de l'appui à la souveraineté.

Il n'en demeure pas moins que la poussée souverainiste que nous avons examinée dans ce texte reste étonnante par sa soudaineté et son ampleur. En quelques mois en effet, le camp souverainiste a accueilli en son sein des cohortes d'électeurs dont le soutien lui avait cruellement fait défaut en 1980. C'est le profil socio-économique et partisan de ces ralliés qui a donné à ce virage son caractère particulier et qui pourrait autoriser à penser qu'il existe maintenant un réel potentiel d'appui majoritaire à la souveraineté du Québec. Cependant la volatilité actuel de l'appui à la souveraineté, l'infléchissement du discours constitutionnel du premier ministre du Québec, la conjoncture économique difficile à laquelle est confrontée l'économie québécoise et l'expression palpable de l'inquiétude d'un nombre substantiel de Québécois vis-à-vis des conséquences de l'accession à l'indépendance de leur province (BLAIS et NADEAU, 1992) constituent autant de données qui permettent de supposer que seule une autre collision frontale entre le Québec et le Canada anglais permettrait à ce potentiel de s'actualiser.

Richard NADEAU

*Département de science politique,
Université de Montréal.*

BIBLIOGRAPHIE

- ABRAMSON, Paul R., «Developing Party Identification: A Further Examination of Life Cycle, Generational, and Period Effects», *American Journal of Political Science*, 23, 1: 78-96, 1979
- ALDRICH, John H. et D. Nelson FORREST, *Linear Probability, Logit and Probit Models*, Beverly Hills, 1984 Sage, 95 p.
- BLAIS, André et Jean CRÊTE, «La clientèle péquiste en 1985: caractéristiques et évolution», *Politique*, 10: 5-29, 1986
- BLAIS, André et Richard NADEAU, «To Be or Not To Be Sovereignist: Quebecers's Perennial Dilemma», *Canadian Public Policy*, 18, 1: 89-103, 1992
- BLAIS, André et Richard NADEAU, «La clientèle du OUI», dans: Jean Crête (dir.), *Le comportement électoral au Québec*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 323-334, 1984

- BLAIS, André et Richard NADEAU, «L'appui au Parti québécois: évolution de la clientèle de 1970 à 1981», dans: Jean Crête (dir.), *Le comportement électoral au Québec*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 279-317.
- CLARKE, Harold, «The Parti Québécois and Sources of Partisan Realignment in Contemporary Quebec», 1983 *Journal of Politics*, 45, 1: 64-85.
- CLOUTIER, Édouard *et al.*, *Le virage*, Montréal, Québec / Amérique, 181 p. 1992
- CONVERSE, Philip E., *The Dynamics of Party Support*, Beverly Hills, Sage, 175 p. 1976
- COOK, Thomas D. et Donald T. CAMPBELL, *Quasi-Experiments, Design and Analysis Issues for Field Studies*, Chicago, Rand McNally, 405 p. 1979
- DION, Léon, *Nationalismes et politique au Québec*, Montréal, Leméac, 200 p. 1978
- GOLBERGER, Arthur S., *Econometric Theory*, New York, Wiley, 329 p. 1964
- HALÉVY, Daniel, *Essai sur l'accélération de l'histoire*, Paris, Arthème Fayard, 167 p. 1961
- HAMILTON, Richard et Maurice PINARD, «The Bases of Parti Québécois Support in Recent Quebec Elections», *Canadian Journal of Political Science*, 9, 1: 3-26. 1976
- INGLEHART, Ronald, «Aggregate Stability and Individual —Levels Flux in Mass Belief System: The Level of Analysis Paradox», *American Political Science Review*, 79, 1: 97-116. 1985
- JENNINGS, Kent M. et Gregory B. MARKUS, «Partisan Orientations over the Long Haul: Results from the Three-Wave Political Socialization Panel Study», *American Political Science Review*, 78, 4: 1000-1018. 1985
- JENNINGS, Kent M. et Richard G. NIEMI, *Generations and Politics*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 427 p. 1981
- JOLICOEUR, Jean *et al.*, *Étude de l'opinion publique: Rapport de cueillette*, phase III, Montréal. 1990
- MARKUS, Gregory B., *Analysing Panel Data*, Beverly Hills, Sage, 72 p. 1979
- NIEMI, Richard G. *et al.*, «Testing the Converse Partisanship Model with New Electorates», 1985 *Comparative Political Studies*, 18, 2: 300-322.
- PINARD, Maurice et Richard HAMILTON, «Le référendum québécois: les intellectuels québécois et le projet souverainiste», *Options politiques*, 2: 39-44. 1981
- PINARD, Maurice et Richard HAMILTON, «Les Québécois votent non: le sens et la portée du vote», dans: Jean Crête (dir.) *Le comportement électoral au Québec*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 335-385. 1984
- PINARD, Maurice et Richard HAMILTON, «The Independence Issue and the Polarization of the Electorate: the 1973 Quebec Election», *Canadian Journal of Political Science*, 10, 1: 125-138. 1977
- PINARD, Maurice et Richard HAMILTON, «The Parti Québécois Comes to Power: An Analysis of the 1976 Quebec Election», *Canadian Journal of Political Science*, 11, 4: 739-775. 1978
- SPECTOR, Paul, *Research Designs*, Beverly Hills, Sage, 80 p. 1981

- TEDIN, Kent L., «Change and Stability in Presidential Popularity», *Public Opinion Quaterly*, 50, 1986 4: 555-562.
- TRUDEL, Guy, *Omnibus —printemps 1981: rapport d'échantillonnage et résultats de la cueillette*, 1981 Montréal, Centre de sondage de l'Université de Montréal.
- WANAT, John, «The Dynamics of Presidential Popularity Shifts: Estimating The Degree of Opinion Shift from Aggregate Data», *American Politics Quaterly*, 10, 2: 181-196.
- YALCH, Richard F., «Pre-election Interview Effects on Voter Turnout», *Public Opinion Quaterly*, 1976 40, 3: 331-336.